



**HAL**  
open science

## L'entrée de Vox au gouvernement de Castille et León

Pierre Cambot

► **To cite this version:**

| Pierre Cambot. L'entrée de Vox au gouvernement de Castille et León. 2022, pp.5-6. hal-04127301

**HAL Id: hal-04127301**

**<https://univ-pau.hal.science/hal-04127301v1>**

Submitted on 13 Jun 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## 1. L'entrée de Vox au gouvernement de Castille et León

L'Espagne n'est plus une exception.

Après plus de quarante années de démocratie, un parti d'extrême droite – Vox – participe à un gouvernement local comme d'autres formations de sa famille politique ont pu le faire avant lui ailleurs en Europe.

Au pouvoir depuis 1987 en Castille et León, le Parti populaire n'a, en effet, conservé les rênes de cette communauté autonome qu'en s'alliant avec ce parti à la suite des élections anticipées tenues en février 2022 consécutives à la scission de la coalition précédente entre le PP et le parti de centre droit *Ciudadanos*

Les résultats électoraux de cette communauté autonome rurale et marquée par une érosion très nette de sa population confirmèrent l'essor national de *Vox* et la chute concomitante de *Ciudadanos*.

Créé en 2015 par des membres du parti populaire, *Vox* revendique un programme économiquement très libéral, favorable à une immigration choisie, monarchiste, hostile aux mouvements nationalistes régionaux et ultraconservateur d'un point de vue social et politique. Il est, par exemple, contre l'avortement, prône l'abrogation de la loi sur les violences faites aux femmes du 28 décembre 2004 - *Ley contra la violencia de género*- et refuse de condamner le franquisme. Il rejette, à ce titre, la loi sur la mémoire historique du 26 décembre 2007 dont l'objet est de reconnaître les victimes du franquisme et a considéré que le déplacement de la dépouille de Franco décidée par le Gouvernement socialiste en 2018 du *Valle de Los Caídos* vers une sépulture privée était une « profanation ».

Pour autant, la droite traditionnelle espagnole -Parti populaire et *Ciudadanos*- n'a jamais réellement exprimé d'hostilité de principe à s'engager dans des alliances politiques avec ce parti politique extrémiste révélant une porosité qui interroge entre les droites espagnoles.

C'est ainsi qu'après avoir obtenu 10 % des sièges au parlement autonome d'Andalousie (12 sièges) en 2018 à la suite d'une campagne axée contre l'immigration, *Vox* s'est rangé derrière le parti populaire en concluant un pacte de soutien sans participation à l'exécutif pour contribuer à la défaite historique du parti socialiste andalou. C'est aussi sur des questions liées à l'immigration – l'accueil de mineurs isolés par les institutions autonomiques – que les deux partis ont finalement divergé. Le défaut de soutien de *Vox* au budget présenté par le Gouvernement andalou déboucha finalement à la convocation d'élections anticipées au Parlement andalou prévues pour le 19 juin.

Après avoir aussi soutenu le Parti populaire pour gouverner dans les communautés autonomes de Madrid et Murcie, *Vox* franchit un échelon supplémentaire en participant à un Gouvernement de coalition en Castille et León.

A la suite de son succès aux élections générales de novembre 2019 où il est devenu le 3<sup>ème</sup> parti avec 15 % des voix et 52 députés sur 350, *Vox* consolide en Castille et León sa place dans les institutions autonomiques en obtenant son plus haut score à des élections régionales avec 17,6 % des voix et 13 sièges sur 84.

Cette performance lui vaut d'intégrer le gouvernement autonome et de renforcer ses ambitions. Son leader national, Santiago Abascal, salue ainsi cette performance en y voyant « une alternative possible pour toute l'Espagne ».

Alors que Vox prône une baisse de la dépense publique, le nouveau gouvernement se mit toutefois en évidence par l'augmentation du nombre des membres de l'équipe dirigeante et de leur rémunération (99 membres contre 93 précédemment et un budget de plus de 7 millions pour les rémunérations contre 6,5 précédemment).

Quant à elles, les prises de position politiques de Vox n'ont pas été, à ce jour, plus modérées que par le passé du fait de cet accès aux responsabilités.

Le Vice-Président du Gouvernement et représentant local de Vox, Juan García-Gallardo, s'est rapidement mis en évidence par des propos déplacés à l'égard d'une parlementaire affectée par un handicap physique (« *Je vais vous répondre comme si vous étiez une personne comme les autres* »), de l'avortement (ces lois qui incitent les parents « *à triturer les enfants dans les ventres des femmes* »), de l'éducation sexuelle (« *les enfants de six ans n'ont pas besoin de connaître les positions sexuelles* ») avant de reconnaître que de tels cours ne sont simplement pas dispensés ou des femmes (« *porteuses et donneuses de vie* »). Dans le même sens, Vox critiqua l'enseignement de l'égalité dispensé dans les établissements scolaires de la communauté autonome contraignant un haut fonctionnaire récemment nommé par ce parti à la tête du service public de l'emploi à démissionner car il était le gérant de la société en charge de ces enseignements critiqués par son propre parti.

Ces propos bêtement clivants voire nauséabonds n'augurent rien de bon pour la communauté autonome de Castille et León voire pour l'Espagne tout entière.

## 2. La guerre des chefs fait chanceler le parti populaire

Résistant difficilement à la montée de Vox lors des dernières élections parlementaires de novembre 2019 en emportant 20 % des voix contre 15 % à la formation extrémiste, le parti populaire peine à retrouver son lustre d'antan.

La guerre des chefs qui s'est ouverte entre le Président du Parti populaire, Pablo Casado, et la Présidente de la communauté autonome de Madrid, Isabel Diaz Ayuso, n'a pas contribué à améliorer l'image du parti.

Après sa victoire éclatante aux élections autonomiques de Madrid du 4 mai 2021 à l'occasion desquelles elle permit au Parti populaire d'obtenir des résultats sans précédents (65 sièges sur 136) et de remporter la présidence madrilène, Isabel Diaz Acuso confirma son nouveau statut politique et aspira, contre la volonté de l'appareil central du parti, à la direction du parti populaire de la communauté madrilène.

Ces nouvelles ambitions locales marquèrent le début d'une période de fortes tensions entre elle et Pablo Casado qui n'accepta pas l'ombre jetée sur lui par cette dynamique édile. Ces divergences dépassèrent largement la simple querelle politique pour se convertir en une crise majeure confinant au psychodrame en convoquant des accusations d'espionnage, d'une part, et de corruption, d'autre part. Isabel Acuso accusa ainsi les instances centrales de vouloir « la détruire » et d'avoir recruté des détectives pour enquêter sur elle et sa famille – ce qui fut confirmé – tandis que lesdites instances reprochèrent à la présidence madrilène d'avoir profité de ses fonctions pour favoriser la société de son frère en lui achetant des masques en pleine crise du COVID et lui permettre de toucher une substantielle commission.

Constatant le fort soutien populaire d'Isabel Diaz Acuso notamment lorsque, en février 2022, des milliers de personnes se réunirent pendant plusieurs jours devant le siège du parti pour acclamer son nom et l'effet désastreux de cette crise sur les sondages, les cadres du parti appelèrent à l'apaisement et à la convocation d'un congrès extraordinaire dans le but assumé d'écarter Pablo Casado de la direction.

Le 2 avril 2022, Alberto Nuñez Feijoo, unique candidat à la présidence du parti, fut ainsi élu à la quasi-unanimité marquant la sévère défaite de Pablo Casado qui en tira les conséquences en se retirant de toute fonction politique.

Quant à Isabel Diaz Acuso, ses vœux furent exaucés puisqu'elle a été élue le 20 mai 2022 présidente du parti populaire de la communauté de Madrid.

Le parti populaire se renouvelle ainsi et l'apaisement retrouvé semble rassurer son électorat. Pour autant, il lui faudra désormais composer avec Vox : Alberto Nuñez Feijoo avait validé le gouvernement de coalition en Castille et León tandis qu'Isabel Diaz Acuso a le soutien du parti extrémiste pour gouverner à Madrid. Des accords se dessinent même à l'échelon national en vue des prochaines élections législatives.

Déjà tenté par le passé par une remise en cause de la loi sur l'avortement et clairement hostile à la critique du passé franquiste, le Parti populaire devra néanmoins un jour soit se démarquer de Vox en revendiquant une modération politique au risque de laisser ce parti s'épanouir dans une démagogie facile soit préserver cette alliance - tout en concurrençant Vox – en « droitisant » sa ligne politique.

Dans les deux cas, le paysage politique espagnol en sera profondément transformé.